

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 081 - 2022
DE LA COMMUNE DE MONTREVEL-EN-BRESSE**

**Arrêté de voirie temporaire réglementant la
circulation et le stationnement avenue de Mâcon, rue
du Stade, rue des Luyers, rue des Remparts, impasse
du Paradis et Place du Général de Gaulle**

Le Maire de la Commune de Montrevel-en-Bresse,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par plusieurs textes et notamment par la loi 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales qui traite des droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6 qui définissent les pouvoirs de police du maire dans l'agglomération pour toutes les catégories de voies.

VU le Code de la route et notamment les articles R110-1 qui régit l'usage des voies ouvertes à la circulation publique et R110-2 qui définit les sens de certains termes utilisés dans ce code, les articles R411-1 à R411-8 définissant les pouvoirs généraux de police sur les voies ouvertes à la circulation publiques autres que les autoroutes, les articles R411-25 à R411-28 qui traitent du respect de la signalisation routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée qui fixe les règles d'utilisation et d'implantation de la signalisation routière et notamment la 1ère partie (généralités - arrêté du 7 juin 1977) et la 8ème partie (signalisation temporaire - arrêté du 6 novembre 1992 modifié),

VU la demande en date du 21 juin 2022, de la société COLAS France - Ain, représentée par Madame Lisa TRONTIN (06 99 45 06 89), TSA 70111 – 69134 DARDILLY Cedex (Rhône), qui doit intervenir sur le domaine public, pour des travaux d'aménagement urbain (réglage et enrobé), avenue de Mâcon (D 28), rue du Stade (VC 214 u), rue des Carronnières (VC14 u), rue des Luyers (D 67) et impasse du Paradis,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des intervenants et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules au droit des chantiers,

ARRETE

Article 1er : Place du Général de Gaulle, la circulation sera interdite à tous les véhicules depuis le croisement avec la RD 28 jusqu'au croisement avec les rues des Boucheries et du 19 mars 1962. Le stationnement de tout véhicule sera interdit dans la partie Est de la place, jusqu'à la limite définie par des barrières.

Article 2 : La circulation sera interdite à tous les véhicules (sauf riverains), rue des Remparts depuis le croisement avec les rues des Boucheries et du 19 mars 1962 jusqu'au croisement avec la rue des Cordeliers.

Article 3 : La circulation sera interdite à tous véhicules, y compris les deux roues, rue du Stade (VC 214) dans le sens rue de l'Huppe jusqu'à l'avenue de Mâcon. La rue sera en sens unique, de l'avenue de Mâcon jusqu'à la rue de l'Huppe.

Article 4 : Est instauré au carrefour de la rue des Luyers (D 67) et de l'avenue de Mâcon (D 28) un cédez-le-passage pour les véhicules circulant rue des Luyers.

Article 5 : Est instauré au carrefour de l'impasse du Paradis et de la rue des Luyers (D 67) un cédez-le-passage pour les véhicules circulant impasse du Paradis.

Article 6 : Les dispositions définies par les articles 1, 2, 3, 4 et 5 prendront effet le **11 juillet 2022 jusqu'au 19 août 2022**.

Article 7 : L'Arrêté de voirie temporaire réglementant la circulation et le stationnement au centre-ville – Déplacement du marché hebdomadaire du mardi matin 034- 2022 du 6 avril 2022 sera abrogé au 19 juillet 2022.

Article 8 : Selon les conditions de déroulement des travaux et leur avancement, cette réglementation pourra être levée préalablement à son expiration.

Article 9 : Une signalisation conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation sera fournie, mise en place et entretenue par l'entreprise COLAS France - Ain, chargée des travaux, sous le contrôle des services techniques de la commune.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié dans la commune de MONTREVEL-EN-BRESSE.

Article 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

Article 12 : Monsieur le Maire de la commune, Monsieur le Directeur Général des Services de la commune et Monsieur le Chef de la Brigade de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 13 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Chef de la Brigade de Gendarmerie de Montrevel-en-Bresse,
- Au Centre d'Incendie et de Secours de Montrevel-en-Bresse,
- A la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse, Direction de la voirie, Direction des transports et Direction de la gestion des déchets,
- A la SPL Interra
- Aux services techniques de la commune de Montrevel-en-Bresse,
- A Mme Nadine RANSAY, ASVP,
- A la société COLAS France - Ain.

Montrevel-en-Bresse, 5 juillet 2022

Le Maire, Jean-Yves BREVET

